

Table des matières

• Programme du forum	P. 2
• Curriculum des conférenciers	P. 4
• Conclusions du BAPE 2005	P. 9
• Déclaration du Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (M.S.Q.N)	P. 10
• Listes des partenaires du MSQN	P. 11
• Résolution des municipalités	P. 12
• Listes des municipalités ayant adopté la résolution	P. 13
• Répartition géographique des résidences des travailleurs de G-2	P. 14
• Informations sur 5 films disponibles pour visionnement local	P. 15
• Références sur le Web : des lettres et articles dans les médias électroniques	P. 16
• Les réacteurs CANDU : archives de Radio-Canada	P. 16
• L'énergie et la gouvernance mondiale à l'horizon 2030(CIGI)	P. 16
• Sommaire : Bilan économique et physique défavorable à G-2	P. 17
• Questions à M. Binder	P. 17
• Les risques associés à G-2	P. 18
• Références diverses	P. 20
• Invitations au forum	P. 21
• Chernobyl Radiation Killed Nearly One Million People: New Book	P. 21
• Appui international : Message de la CRIIRAD (France)	P. 22
• Remerciements aux donateurs	P. 23

RAPPEL DES CONCLUSIONS DU BAPE 2005

Le sort de la centrale de Gentilly-2 constitue au-delà du strict choix énergétique,

« UN CHOIX DE SOCIÉTÉ »

Hydro-Québec devrait faire connaître en toute transparence leurs critères et leurs mécanismes décisionnels relatifs à la réfection éventuelle de la centrale de Gentilly-2 et tenir compte des préoccupations de la population, puisque cette réfection n'est soumise à aucun processus environnemental d'autorisation québécois.

Site web du MSQN : www.sortonsquebecnucleaire.org.

12h10	Dîner
13h15	<p>Thème 4 : Les raisons de poursuivre ou non le développement du nucléaire par l'État québécois.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Greg Kennedy, PhD, École Polytechnique, Génie nucléaire <i>Les bénéfices de l'énergie nucléaire au Québec</i> ▪ Rabih Hafez, SNC Lavalin-Nucléaire, VP. Opérations <i>Développement et rétention des ressources nucléaires au Québec</i> ▪ Jacques Dagenais, analyste – intervenant privé : <i>Opposition à la reconstruction de G-2. Évaluation du processus décisionnel depuis 1999.</i> ▪ Michel Duguay : Professeur, Univ. Laval ; Coordonnateur MSQN <i>Le bilan économique et physique défavorable à Gentilly-2 et à Point Lepreau.</i> ▪ Jean-Martin Aussant, Député PQ, Nicolet-Yamaska : <i>Trop cher le nucléaire ?</i>
14h45	<p>Thème 5 : Nucléaire et décisions géopolitiques / Démocratie et société.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gaëtan Ruest, Maire d'Amqui, Vidéo-conférence : <i>Proposition du milieu municipal : alternative au nucléaire : Résolution des municipalités favorisant l'émergence d'une politique énergétique équitable socialement responsable et bénéfique pour chacune des municipalités du Québec.</i> ▪ Amir Khadir, Député QS, Mercier : <i>Le déficit démocratique: source d'irrationalité économique. L'exemple du nucléaire.</i> ▪ Scott McKay, Député PQ, L'Assomption : <i>La reconstruction de G-2 à l'encontre de la loi sur le développement durable.</i> ▪ Thomas Mulcair, Député NPD à Ottawa : <i>Pourquoi le Québec, dans un contexte canadien, devrait dire non au nucléaire.</i> ▪ Paule Brunelle, Député du Bloc Québécois à Ottawa : <i>Non au financement fédéral de l'énergie nucléaire.</i>
15h45	Pause
16h00	<p>Thème 6 : Nucléaire : Enjeux civil / militaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pierre Jasmin, Président Artistes pour la paix, membre de Pugwash et de l'exécutif du Réseau canadien pour l'abolition de l'arme nucléaire. <i>Le Canada à deux jours de la rencontre quinquennale du Traité de Non-Prolifération Nucléaire (New-York, ONU).</i>
16h20	<p>Thème 7 : Abandon du nucléaire et réduction de notre dépendance aux hydrocarbures dans une politique québécoise de réduction des émissions de GES : Visions alternatives.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Daniel Breton, MCN21 : <i>Déclassés, efficacité énergétique, énergies propres, renouvelables et décentralisées</i> ▪ Lucie Sauvé, PhD, UQAM. Vidéoconférence : <i>Les dérives des décideurs : un trop lourd fardeau citoyen</i>

Gordon Edwards: Ph.D., mathématicien et physicien. En dehors de l'establishment nucléaire, il est un des hommes les mieux informés sur la question nucléaire et est consultant en matière de nucléaire depuis plus de trente ans. Il a notamment été engagé par la vérificatrice générale du Canada, Hydro-Québec, l'Ontario Select Committee on Ontario Hydro Affairs, le Conseil des sciences du Canada ainsi que l'Office national du film du Canada et Radio-Canada. Il est président-fondateur du Regroupement pour la surveillance du nucléaire, un réseau pancanadien d'individus et de groupes opposés à la prolifération des armes nucléaires et en faveur de politiques énergétiques viables qui englobent la sortie de l'électronucléaire.

Thomas Mulcair : député d'Outremont : Chef adjoint, porte-parole en matière des Finances et porte-parole du Nouveau parti démocratique au Québec. Il a été élu député pour Outremont le 17 septembre 2007, réélu le 14 octobre 2008. Il a été ministre du Développement durable de l'Environnement et des Parcs du Québec de 2003 à 2006 et est l'auteur de la loi sur le développement durable au Québec. Il a été député de la circonscription de Chomedey pour le Parti libéral du Québec de 1994 à 2007. Il est un administrateur public expérimenté. Il a été avocat au ministère de la Justice du Québec, directeur des affaires juridiques pour Alliance Québec, responsable de la révision de la traduction des lois au Manitoba, professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières et président de l'Office des professions du Québec (1987-1993). Avocat de formation, il est diplômé en droit civil (B.C.L.) et en « Common law » (LL.B.) de l'Université McGill et membre du Barreau du Québec depuis 1979. Il vit à Montréal avec sa femme Catherine Pinhas Mulcair. Ils ont deux fils et une petite fille!

Louis Marchildon : Professeur au département de physique de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il a d'abord étudié la physique à l'UQTR et, par la suite, à l'Université Yale où il a obtenu en 1978 un Ph. D. en physique théorique. Il a été chercheur à l'Institut des hautes études scientifiques (France) et à l'UQTR, où il est professeur depuis 1985. Ses intérêts de recherche ont touché à la théorie de la relativité, à la physique mathématique, à la simulation numérique de dispositifs micro-ondes et, plus récemment, à l'interprétation de la mécanique quantique. Il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques et du livre *Mécanique quantique*, publié chez De Boeck en 2000 et, en version anglaise, chez Springer en 2002. Il a été président de l'Association canadienne des physiciens et physiciennes en 2007-08. Il s'intéresse aux impacts des technologies nucléaires depuis longtemps et a milité contre la participation canadienne au bouclier antimissile américain. Il s'intéresse également à l'histoire et à la philosophie des sciences naturelles.

Gilles Provost : est journaliste scientifique depuis 40 ans: d'abord au journal Le Devoir pendant quinze ans puis à l'émission *Découverte* de Radio-Canada pendant 25 ans. Il est l'auteur d'un reportage de 20 minutes sur la réfection de Gentilly-2 et des autres centrales nucléaires CANDU qui a été diffusé à *Découverte* le 1er novembre dernier, au moment où il prenait sa retraite. Depuis lors, il a créé un petit site web (<http://pages.videotron.com/artscie>) pour diffuser d'autres informations inédites sur la sécurité douteuse de nos centrales nucléaires. Ces informations ont fait la manchette du *Devoir* le 5 mars dernier

Michel A. Duguay : Chercheur en physique et docteur en physique nucléaire. Il a étudié la physique à l'Université de Montréal puis à l'Université Yale dans le Connecticut où il a obtenu en 1966 un Ph. D. avec spécialisation en physique nucléaire. Il est professeur au département de Génie électrique et Génie informatique à l'Université Laval à Québec. De 1966 à 1987, il a fait carrière dans les AT&T Bell Telephone Laboratories dans le New Jersey, avec stage aux Sandia National Labs où il travailla sur le premier projet au monde de centrale solaire avec tour entourée d'héliostats. En 1988, il est devenu professeur à l'Université Laval à Québec, occupant une nouvelle chaire industrielle en télécommunications optiques. Il détient 30 brevets et a publié 75 articles dans les domaines de la photonique, de la physique et de l'énergie solaire. Il milite régulièrement pour l'abandon de l'énergie nucléaire au profit de l'énergie solaire et éolienne. Il a fait plusieurs conférences pour aborder la question des risques liés au nucléaire et a demandé la transformation de la mission de la centrale nucléaire de Gentilly-2. En 2009, il a été co-auteur du livre «*Maîtres chez nous, 21ème siècle*», édité par Daniel R. Breton. Monsieur Duguay est présentement le porte parole du MSQN

Julie Lemieux : a une formation universitaire en sciences de l'environnement, en communication et en psychologie. Curieuse de nature, elle s'intéresse à de nombreux domaines : nutrition, philosophie, questions de santé, stratégies communicationnelles. Ces connaissances variées lui permettent de comprendre divers enjeux de manière originale. Ex-auxiliaire d'enseignement aujourd'hui établie à la campagne, Julie Lemieux poursuit ses recherches. Elle a écrit *Avez-vous peur du nucléaire ? Vous devriez peut-être...* (Éditions MultiMondes), un essai disponible en librairie depuis novembre 2009. Passionnée de fleurs et d'oiseaux, elle passe aussi beaucoup de temps dans son grand jardin de plantes vivaces durant l'été, un lieu parfait pour mettre à l'épreuve ses connaissances écologiques.

Entrevue de Julie Lemieux sur You Tube <http://www.youtube.com/watch?v=rn9n2t39Opw>.

Éric Notebaert, MD, MSc. Urgentologue à l'Hôpital Sacré Coeur de Montréal et Intensiviste à la Cité de la Santé de Laval . Professeur Adjoint de Médecine, Université de Montréal au Département de Médecine Familiale et de Médecine d'Urgence. Chercheur en Médecine Transfusionnelle et Toxicologie. Depuis 15 ans, il est président des *Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie Mondiale*, une organisation engagée dans le développement international, le désarmement et l'environnement. Responsable d'un projet de coopération internationale auprès des victimes des mines anti-personnel au Cambodge pendant 10 ans. Impliqué depuis une trentaine d'années dans les questions d'environnement, de développement international et de paix, il est auteur de plusieurs travaux pour des commissions provinciales et fédérales sur les risques associés à l'énergie nucléaire, notamment la réfection de Gentilly 2 et les effets sur la santé du tritium en Ontario. Il défend aussi avec vigueur une autre forme d'urgence: celle d'agir pour l'environnement. Il dénonce le gaspillage pratiqué dans nos établissements de

santé et plaide pour des «hôpitaux verts». Il est aussi très impliqué dans la promotion du transport actif et en commun afin de diminuer l'empreinte de l'automobile dans nos villes. Membre du regroupement International Campaign to abolish nuclear weapons.

Isabelle Gingras : MD, BSc, FRCPC. Chargée d'enseignement clinique au département de psychiatrie de la faculté de médecine de l'université de Montréal. Elle pratique au CSSS de Sept-Iles. Elle détient aussi un baccalauréat en biologie (physiologie/toxicologie). Elle fait partie de la table de travail avec le directeur de la Santé Publique de la Côte-Nord suite à une commande par le Dr Alain Porier directeur de l'Institut National de Santé Publique. Son expérience dans le domaine environnemental découle de son implication dans ces organismes:

- G.R.I.P. Qué UQAM (PIRG), association étudiante regroupant 21,000 membres (1993-1995) - Membre du Conseil d'Administration à titre de trésorière et ensuite responsable aux communications.
- G.R.I.P. membre du GRIP Vert. Membre d'une table de travail avec l'administration pour la mise sur pied d'un programme de gestion intégrée des déchets/ressources à l'UQAM. Mise sur pied d'un projet-pilote dans un département administratif sur la réduction des déchets (1994-1995).
- RÉASBÉ Regroupement Étudiant pour l'Avancement des Sciences et de la BioÉthique - Trésorière et directrice à l'externe (94-95) - Vice-Présidente à l'Interne (95).
- ASEED (Maintenant nommé Équiterre). Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement (division canadienne). Trésorière (1995)
- Rassemblement des opposants Nord-Côtiers aux mines d'uranium (R.A.D.O.N). Membre fondatrice et Responsable des communications : depuis 2009.

Robert Laplante : Sociologue et essayiste, Robert Laplante est, depuis 1999, le directeur de la revue *L'Action nationale*, la doyenne des revues québécoises à laquelle il collabore depuis plus de vingt-cinq ans. Robert Laplante a un parcours professionnel aussi riche que diversifié : il a œuvré dans l'enseignement et la recherche universitaire, dans l'administration publique à la Ville de Montréal et au gouvernement du Québec. Il dirige depuis sept ans l'Institut de recherche en économie contemporaine, un institut indépendant fondé par Jacques Parizeau. Il a publié de nombreux travaux scientifiques, en particulier dans le domaine de l'économie forestière et des études coopératives. Dans la revue *L'Action nationale*, Robert Laplante poursuit une réflexion rigoureuse qui contribue grandement à l'enrichissement de la pensée politique. Il a soumis de nombreuses propositions de renouvellement des analyses indépendantistes qui ne cessent d'inspirer tous ceux et celles qui militent pour le pays du Québec. Il a récemment complété les moyens d'action de la revue en fondant *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, un périodique exclusivement consacré à la critique et aux recensions des essais publiés au Québec. En 2008, il a été nommé au titre de Patriote de l'année. Ce titre est attribué chaque année depuis 1975 à une personnalité québécoise qui s'est démarquée par son ardeur à défendre la démocratie, la liberté et la reconnaissance de notre identité nationale.

Greg Kennedy : PhD, École Polytechnique, Génie nucléaire. Depuis 25 ans, M. Kennedy a été responsable de l'exploitation du réacteur de recherche de l'École Polytechnique et ses recherches ont mené à de nouvelles utilisations du réacteur. Récemment, il a donné des présentations au public, conduit des missions de l'AIEA sur l'utilisation des réacteurs de recherche et a conseillé des membres du parlement sur le nucléaire. Il est actuellement professeur associé à l'École Polytechnique.

Rabih Hafez : Ing. M.Sc.: Ingénieur et Vice Président Opérations chez SNC-Lavalin Nucléaire Inc.. Dans le domaine nucléaire depuis 1990, il a travaillé sur la réfection du réacteur de recherche NRU à Chalk River en Ontario, comme concepteur de systèmes de sûreté. Il a livré de nombreux projets dans les centrales nucléaires de production d'électricité au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Jacques Dagenais : analyste – intervenant privé. Diplômé en administration d'HEC Montréal. Il est un dirigeant d'entreprises multinationales à la retraite. Il a œuvré au Canada et en Europe pendant près de trente ans dans le domaine du financement d'équipements de haute technologie pour les grandes entreprises. Depuis l'accident à une usine atomique au Japon à l'automne 1999, il s'est intéressé au dossier de l'énergie nucléaire et il milite à titre privé pour la fermeture de la centrale atomique de Gentilly2. À plusieurs reprises il a présenté des mémoires sur les dangers inutiles courus par le Québec avec cet instrument fragile et dangereux. Il a été le seul intervenant aux renouvellements du permis d'exploitation du dispositif de gestion des déchets radioactifs en 1999 et en 2003 devant la commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada, devenue en 2000 la commission canadienne de sûreté nucléaire. requérant principal pour l'obtention des audiences du BAPE.

Jean-Martin Aussant : est député péquiste de l'Assemblée nationale du Québec, représentant la circonscription de Nicolet-Yamaska depuis l'élection générale québécoise de 2008. Il est actuellement porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et d'institutions financières. La centrale nucléaire de G-2 est située dans la circonscription de Nicolet-Yamaska

Gaëtan Ruest : Ingénieur civil, Maire d'Amqui, réélu le 1^{er} novembre dernier pour un 4^{ième} mandat à ce poste pour la ville d'Amqui (pop : 6380 h). Premier président étudiant élu au suffrage universel à l'Université de Moncton en décembre 70, il est reconnu pour son franc parler et ses diverses prises de positions en matières environnementales. Propagandiste de l'autoproduction locale d'énergies vertes (Amqui souhaite réaliser un projet de micro parc éolien communautaire pour 2011),

Amqui est actuellement la ville point de mire au Québec en matière de projets de chaufferies centrales à la biomasse forestière. La Ville d'Amqui a adhéré au regroupement des villes : « Mayors for Peace » initié par M. Akiba, Maire d'Hiroshima. La Ville d'Amqui est très fière d'avoir été la toute première ville du Québec à avoir adopté une résolution appuyant la démarche du mouvement MSQN et a récemment pris l'initiative d'inviter toutes les villes et municipalités du Québec à faire de même!

Amir Khadir : Député de Mercier, physicien, médecin spécialisé en microbiologie-infectiologie et politicien québécois. Il est, avec Françoise David, l'un des deux porte-parole du parti politique de gauche Québec Solidaire, formé en 2006. Il a été élu député de la circonscription de Mercier lors de l'élection générale québécoise de 2008. En 1985, il achève sa maîtrise en physique à l'Université McGill. Il décide finalement de se réorienter vers la médecine afin de pouvoir aider son prochain et entre à l'Université Laval en 1986. Il obtient son diplôme en 1990 et se spécialise en microbiologie-infectiologie. Pendant un an, il s'implique à la Fédération des médecins résidents du Québec (FMRQ). En 1972, il est engagé par le Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur, situé à Lachenaie, au nord de Montréal.

Amir Khadir s'implique au sein de la campagne Outils de paix et de la caravane Québec-Cuba. De 1986 à 1989, il anime le groupe Santé-Tiers-Monde. Il participe à divers projets au Nicaragua, au Zimbabwe et en Inde, respectivement en 1987, en 1990 et en 1997. Il est membre du groupe de citoyens montréalais Objection de conscience. Au début de l'année 2000, il prend part à une délégation humanitaire à laquelle participe, entre autres, Françoise David, envoyée en Irak pour critiquer les effets des sanctions économiques sur la population. Enfin, il devient le président du conseil d'administration de Solidarité-Union-Coopération (SUCO), « un organisme québécois qui vise à promouvoir la solidarité entre les peuples en vue d'un développement durable dans les pays du Sud »³. Amir Khadir est aussi impliqué au sein de Médecins du monde, section Canada, et au sein de la Coalition des Médecins pour la Justice Sociale. Le député de Mercier, Amir Khadir, a déposé le 18 mars 2010 à l'Assemblée nationale une pétition signée par plus de 4300 personnes demandant au gouvernement du Québec de se retirer complètement de la filière nucléaire. Les signataires de la pétition, lancée par les Artistes pour la paix, s'opposent notamment à ce que le gouvernement investisse dans la production d'énergie nucléaire, tant à Gentilly-2 qu'à Pointe Lepreau au Nouveau-Brunswick.

Scott McKay : Député de l'Assomption. Porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement durable et environnement. Scott McKay est entré dans le monde politique en 1986 à titre de conseiller municipal de la Ville de Montréal. Titulaire d'une maîtrise en sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, il a défendu tout au long de sa carrière de nombreuses causes de développement durable, notamment en traitement des eaux. Élu le 8 décembre 2008 pour représenter les citoyens de la circonscription de L'Assomption à l'Assemblée nationale, il suit en outre de près les enjeux liés aux défis posés par le développement durable. Le nucléaire, la gestion minière, les changements climatiques, les sables bitumineux et les technologies vertes figurent parmi ses grands dossiers.

Paule Brunelle : députée du Bloc Québécois à la Chambre des communes, elle représente la circonscription de Trois-Rivières depuis 2004. Elle a tout d'abord été porte-parole du Bloc Québécois en matière de Condition féminine, avant d'être porte-parole en matière de *Francophonie et de Langues officielles*, porte-parole en matière d'*Affaires intergouvernementales et Conseil privé*, puis porte-parole en matière d'*Industrie des Sciences et de la Technologie*, et enfin, *Whip adjointe* du Bloc Québécois. Depuis sa 3^{ième} élection, en 2008, elle sert le Bloc Québécois en qualité de porte-parole en matières de *Ressources Naturelles*. Elle a été membre du sous-comité de *l'examen des lois sur le racolage du Comité permanent de la justice, des droits de la personne, de la sécurité publique et de la protection civile* ainsi que de celui du *programme et de la procédure du Comité permanent de la condition féminine*. Elle a joint les rangs des comités permanents de la condition féminine, des *langues officielles*, des *comptes publics*, et de celui de *l'Industrie, des Sciences et de la Technologie*. Paule Brunelle a été membre du *Comité électoral national*, et est aujourd'hui vice-présidente de l'*Association interparlementaire Canada-France*. Avant sa carrière en politique, Paule Brunelle a été, tour à tour, agente de développement pour la *Fédération québécoise de philatélie*, copropriétaire d'un commerce, directrice des loisirs à la municipalité de Champlain, et, pendant plus de 15 ans, directrice générale de la *Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie*. Parallèlement à sa carrière, elle s'est impliquée auprès de nombreux organismes et a donné de son temps à de nombreuses causes, entre autre pour le *Regroupement des Citoyennes pour la souveraineté*, le mouvement *Solidarité rurale Mauricie*, l'organisation de la *Fête nationale de la Mauricie*, le *Mouvement national des Québécoises et des Québécois*, le *Conseil régional en économie sociale* (CRES), le *Conseil de la culture et des communications de la Mauricie* (CCCM), ainsi que pour le *Prix du patrimoine Benjamin-Sulte*.

Pierre Jasmin: Président des Artistes pour la Paix (www.artistespourlapaix.org), membre de Pugwash et de l'exécutif du Réseau canadien pour l'abolition de l'arme nucléaire. Il enseigne à l'Université Queen's puis devient professeur titulaire à l'Université du Québec à Montréal. Diplômé d'institutions supérieures de six pays (Angleterre, Autriche, Canada, États-Unis, France et Russie), le pianiste joue pour une Caravane de la Paix au Tibet et pour une Flottille de paix en Croatie-Slovénie (1993-4) et offre des récitals annuels, principalement en République Tchèque et en Allemagne. Devant M. Akiba, maire de Hiroshima et président des Maires pour la paix, deux de ses récitals soulignent les cinquantièmes anniversaires de l'hécatombe (septembre 1995, à l'invitation du maire de Montréal) et de la fondation des *Conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux* (juillet 2007). Le Centre Pierre-Péladeau qu'il a co-fondé grâce à son amitié avec le mécène et fondateur de Quebecor accueille ses intégrales des sonates de Beethoven et de Mozart. Il est auteur de musicographies pour Deutsche Grammophon/Universal Classics et de *Notes d'espoir d'un « joueur de piano »* (finaliste au prix « livre de l'année » Opus 2007 du Conseil Québécois de la Musique).

Daniel Breton: Spécialiste en communication. Co-fondateur du Parti Vert du Québec. Co-fondateur et ancien porte-parole de la coalition Québécois. Ancien directeur de l'Association Québécoise de Lutte contre la Pollution Atmosphérique. Initiateur du Mouvement québécois contre la guerre en Afghanistan. Premier chroniqueur auto-écologiste au Canada. Il a mené la bataille du Suroît et de Rabaska. Candidat du NPD en 2008 dans Jeanne LeBer. Collaborateur du plan environnemental de la plate-forme en transport, énergie et environnement du NPD en 2008. Impliqué dans plusieurs dossiers tels que la lutte aux changements climatiques, le Suroît, Bécancour, Rabaska, Gentilly 2, etc. Pigiste collaborateur au Devoir et à Radio-Canada. Initiateur et co-auteur du livre et du mouvement "*Maîtres chez nous-21e siècle*".

Lucie Sauvé : est professeure titulaire au département d'éducation et pédagogie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, membre de l'Institut des sciences de l'environnement et de l'Institut Santé et Société de l'UQAM. Elle est chercheuse associée au réseau Dialog sur les questions autochtones. Elle dirige la revue internationale *Éducation relative à l'environnement – Regards, Recherche, Réflexions* et le comité scientifique du Réseau international francophone de recherche en éducation relative à l'environnement (RefERE). Elle est responsable du Programme court de 2^e cycle en éducation relative à l'environnement de l'UQAM. Ses principaux domaines de spécialisation ont trait à l'éducation relative à la santé environnementale, l'éducation scientifique, l'éducation à l'écodéveloppement, les enjeux de la formation des éducateurs et de la participation communautaire en matière d'environnement. Depuis quinze ans, Lucie Sauvé dirige d'importants projets de coopération internationale en Amérique latine (Prix d'excellence de l'ACDI et de l'AUCC). En particulier, le projet en cours intitulé « Écodéveloppement communautaire et santé environnementale en Bolivie » vise le renforcement des universités partenaires de l'Amazonie bolivienne en matière de formation, de recherche et d'interaction sociale portant sur les questions de participation populaire, d'équité socio-écologique, de sécurité et souveraineté alimentaire. En 2009, Lucie Sauvé a coordonné et co-présidé le 5^e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement (Palais des congrès de Montréal) et elle s'est méritée le Prix de reconnaissance de l'ADEREQ pour l'excellence de ses travaux en éducation.

Normand Mousseau : Physicien, il a fait ses études de baccalauréat et de maîtrise à l'Université de Montréal et a obtenu son doctorat en physique de la Michigan State University aux États-Unis. Il fut chercheur à l'Université d'Oxford, en Angleterre, ainsi qu'à la Technische Universiteit de Delft, au Pays-bas. Professeur de physique à la Ohio University durant quelques années, il est professeur au Département de physique de l'Université de Montréal depuis 2001 et titulaire de la chaire de recherche du Canada en physique numérique des matériaux complexes. Chercheur de renommée mondiale, il s'intéresse beaucoup à la vulgarisation scientifique et aux aspects scientifiques des grandes questions sociales. Entre autres, il suit de très près la question énergétique et a publié plusieurs articles sur le sujet ainsi que deux livres, « Au bout du pétrole. Tout ce que vous devez sur la crise énergétique », paru aux Éditions MultiMondes en 2008, ainsi que « L'Avenir du Québec passe par l'indépendance énergétique », chez le même éditeur en 2009.

Daniel Green : travaille depuis maintenant 25 ans sur la problématique des substances toxiques dans l'environnement. Son travail consiste à faire de la vulgarisation scientifique dans le domaine de l'écotoxicologie et à gérer des programmes de sensibilisation et d'information du public. Ses interventions sur la problématique de la contamination de l'environnement l'ont amené à travailler avec diverses associations environnementales et de citoyen aux prises avec des problèmes de contamination dans leurs milieux. Au cours des années, il a pu établir une capacité pour comprendre une problématique scientifique complexe en écotoxicologie et la rendre accessible pour le grand public. Durant les années 80 et 90, il dirigea la Société pour vaincre la pollution (SVP), fondée en 1970. L'un des plus anciens groupes environnementaux du Canada. Durant sa période chez la SVP, il est intervenu dans presque tous les grands dossiers traitant des questions la contamination du milieu affectant la province de Québec et le Canada et il a été présent dans presque tous les débats visant la gestion des substances toxiques au pays. Vers la fin des années 80, début de la période caractérisée par un désengagement du gouvernement fédéral et des provinces dans le domaine de la protection de l'environnement, M. Green s'est donné le défi de trouver des moyens concrets pour suppléer à la réduction des efforts de surveillance environnementale dans le domaine des substances toxiques. Ainsi, depuis 11 ans, il fait la promotion de divers programmes visant à permettre aux membres du public général de connaître par eux-mêmes les niveaux de contamination de leur environnement local par certaines substances toxiques et pathogènes. Ceci est fait par l'instauration de programme communautaire d'échantillonnage de la faune, du sol, des sédiments et l'eau de surface et souterraine suivi par des analyses dans des laboratoires accrédités. M. Green intervient publiquement au niveau communautaire, auprès des médias et devant les tribunaux pour défendre le droit des citoyens à un environnement sain. Ses domaines d'activité de M. Green portent actuellement sur la réduction de la contamination du fleuve St-Laurent par les substances toxiques et par les micro-organismes pathogènes; la réhabilitation des sites de déchets dangereux; la surveillance d'incinérateurs de déchets dangereux; les polluants atmosphériques toxiques; la prévention et la réhabilitation des déversements de pétrole. Depuis 2000, M. Green agit comme consultant auprès du Club Sierra du Canada et il continue d'agir au nom de la SVP à titre de co-président. Il a reçu une formation universitaire en sciences biologiques et en science de l'environnement.

Anne-Marie Saint Cerny : milite depuis 20 ans pour la cause de l'eau, la protection des rivières et la justice sociale. Elle collabore à la SVP depuis cinq ans sur différents dossiers. Elle fut vice-présidente et, jusqu'à tout récemment (manque de subventions), directrice de la Fondation Rivières (groupe présidé par Roy Dupuis). Ancienne fonctionnaire au fédéral, elle a une grande expertise en communications et connaît bien les médias et sait les utiliser. Certains de ses succès sont notoires comme la campagne *Avec Énergie* (sur les nouvelles technologies énergétiques).

Le 21 novembre 2008

DÉCLARATION du Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (M.S.Q.N.) sur le projet total de Gentilly-2

Contexte global.

Le 19 août 2008, en conférence de presse privée à Bécancour, M. Thierry Vandal, président-directeur général d'Hydro-Québec et Mme Julie Boulet, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, annonçaient que la décision avait été prise de lancer le projet de la réfection/reconstruction de Gentilly-2 (G-2) à un coût estimé à 1,9 milliards de dollars.

En ce moment, sur le site du réacteur nucléaire se trouvent 2500 tonnes de déchets de combustible irradié hautement radioactifs provenant de 25 années d'exploitation du réacteur. Après la réfection/reconstruction éventuelle de G-2, le prolongement de la fission nucléaire sur 25 années supplémentaires produira 2500 tonnes de plus de ce type de déchets radioactifs, pour un total de 5000 tonnes. Nos enfants et petits-enfants hériteront de ce fardeau « radioactif » dont le coût est estimé entre 2 et 5 milliards. Ces activités léguées aux générations montantes devront de plus inclure tous les autres déchets radioactifs produits à G-2.

Une estimation « prudente » du coût du projet incluant uniquement la réfection/reconstruction et la gestion permanente des déchets radioactifs de combustibles irradiés produits à G-2, en tenant compte des dépassements de coûts habituels du nucléaire, est d'au moins 8 milliards de dollars. Un tel montant entraînera une hausse de l'évaluation du coût de production de l'électricité à environ 30 cents le kilowattheure, ce qui correspond à trois fois le coût de l'électricité éolienne.

Le Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE) avait jugé en 2005 que la décision de procéder à la réfection/reconstruction éventuelle de G-2 devrait être **« un choix de société »**. Cet avis d'esprit démocratique devrait d'autant plus s'appliquer puisque les québécois et québécoises sont collectivement propriétaires d'Hydro-Québec.

Anti-démocratie

Contrairement à l'esprit démocratique, Hydro-Québec et le gouvernement libéral ont procédé en catimini dans ce dossier. Sans consulter les citoyens et sans aucun avis sur le déroulement d'opérations préliminaires à la réfection/reconstruction de G-2, ils ont déjà « engouffré » des centaines de millions de dollars. Ces engagements financiers, accomplis dans le plus grand secret, vont à l'encontre de l'échéancier stipulé par le gouvernement du Québec dans son décret du 27 juin 2007. Celui-ci reconnaissait que le gouvernement accordait *son autorisation en faveur d'Hydro-Québec de réaliser dans un premier temps les travaux d'agrandissement de l'aire de stockage nécessaires à la poursuite de l'exploitation de la centrale sans la réfection. De plus, pour les phases subséquentes, le gouvernement stipulait que les démarches seraient entreprises après que le gouvernement aurait fait connaître sa position sur la réfection de la centrale.*

Deux autres faits illustrent le manque d'esprit démocratique du gouvernement actuel. Rappelons en premier lieu que le 12 août 2008, une lettre cosignée par quelque 45 organisations écologistes avait été adressée au Premier ministre Jean Charest demandant que la réfection/reconstruction de G-2 fasse l'objet d'un débat public à l'Assemblée nationale. En date du 20 novembre 2008, le Premier ministre, M. Charest, n'a pas répondu à cette lettre. Rappelons également que le 15 octobre, suite à la demande de Mme Rita Dionne-Marsolais, alors députée PQ de Rosemont, de convoquer Hydro-Québec sur le dossier de G-2, le gouvernement et les représentants libéraux de la Commission parlementaire de l'économie et du travail ont refusé formellement d'ouvrir ce dossier.

Par contre, nous devons reconnaître le fait que le 30 octobre 2008, une motion a été adoptée à l'unanimité et sans débat, par l'Assemblée nationale concernant *« l'interdiction de l'enfouissement de déchets et combustibles irradiés en provenance de l'extérieur du Québec » sur le territoire du Québec*. Nous devons cependant souligner que cette motion entre en contradiction avec le fait qu'Hydro-Québec, membre de la Société de Gestion des Déchets Nucléaires Canadienne, a accepté au nom du gouvernement du Québec, que le Québec puisse être désigné récipiendaire du seul site canadien de gestion permanente des déchets radioactifs de combustible irradié. Afin d'éliminer toute ambiguïté, cette motion adoptée à la sauvette devra être améliorée et confirmée par voie législative.

Pour le Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire, la seule façon cohérente et responsable pour le Québec de résoudre cette contradiction et de palier à ces manques d'éthique de la part de notre gouvernement et d'Hydro-Québec, nécessite l'annonce du déclassement de G-2 et l'arrêt de la production de nouveaux déchets radioactifs à la fin de la vie utile de G-2 annoncée pour décembre 2010.

En conclusion

Le Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire présente un défi pour chaque Québécois et chaque Québécoise, peu importe son allégeance politique. Nous nous devons de manifester ouvertement notre désaccord avec les manœuvres non-démocratiques qui ont eu lieu dans le dossier de G-2. La décision de sa reconstruction, prise en catimini, est inacceptable.

La présence à Bécancour des 2500 tonnes de déchets hautement radioactifs ainsi que l'existence du réacteur devenu très radioactif, nécessiteront, sur place et pendant des décennies, l'attention des travailleurs nucléaires. Et ce, même si le réacteur n'est pas reconstruit.

Le maintien des emplois nucléaires ne nécessite pas de gaspiller plus de huit milliards dans la réfection/reconstruction de G-2 et de doubler le fardeau de déchets radioactifs à léguer à nos enfants et nos petits-enfants pour des générations à venir.

Nous demandons à tous les Québécois et toutes les Québécoises d'agir pour que cette décision malheureuse d'Hydro-Québec et du gouvernement libéral soit révoquée.

Liste des 84 organismes partenaires du MSQN

• Action Re-buts • Association de défense des droits • ATSA. Action terroriste socialement acceptable • Alternatives • Artistes pour la Paix • Association contre le Port Méthanier • Ass. pour la Protection de l'Environnement de Lévis (APPEL) • Ass. pour la Protection Environnement Hautes Laurentides (APEHL) • Ass. Québécoise pour la Lutte contre la Pollution Atmosphérique (AQLPA) • Ass. Québécoise des Professionnels en Éducation Relative à l'Environnement • Athabasca Bioregional Society (ABS (Alberta)) • Canadian Environmental Law Association (CELA) • Centre conseil grossesse de Trois-Rivières • Chute Libre • Citizens for Alternatives to Chemical Contamination (CACC - Michigan) • Coalition des Citoyens de Mékinac • Coalition pour un Québec des Régions, Mauricie • Coalition Verte de Trois-Rivières • Coalition Québec Vert Kyoto • Coll.contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs (CEDRA-France) • Comité de l'Environnement de Chicoutimi (CEC) • Community Coalition Against Mining Uranium (Ontario) • Conseil de Conservation du Nouveau-Brunswick (CCNB) • Cuisines collectives de Francheville • Earth Dance Studio • EcoJustice • Énergie Solaire Québec • Energy Probe • École de musique Vincent-d'Indy • ENvironnement JEUnesse (ENJEU) • Equiterre • Fondation David Suzuki (Progr. changements climatiques) • Fondation Les Rivières • Front Commun Personnes Assistées Sociales du Québec (FCPASQ) • Front Commun Québécois Gestion Écologique des Déchets (FCQGÉD) • Glacialis • Greenpeace • Groupe d'Éducation Relative à l'Environnement (GERE 3R) • Groupe d'action pour la protection de l'environnement – TRO • Groupe d'Action pour Restauration du Lac St-Pierre (GAR) • Groupe de Recherche en Écologie Sociale, Université de Montréal • Groupe de recherche interdisciplinaire en gestion de l'environnement (GREIGE), UQAM •• Groupe Écosphère (Frelisburg) • Groupe Fierté Mauricienne • Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal • Institut de Santé Naturelle Fleury-Rode • Inter Chuch Uranium Committee Educational Coop. (Saskatchewan) • Journal de rue La Galère • La Fête Verte (Québec) • La traversée Philanthropique • Le comité de protection des lacs Marquis • Le Conseil des Canadiens (Ontario - Québec) • Le Tiers Vert; association étudiante • Les Amis de la Terre de Québec • Les Jardins de la Cité • Ligue des Citoyens du Secteur Beaurivage, Shawinigan • Maison des jeunes • Maison des Grands Parents de Villeray • Maison des insectes inc. • Médecins aux pieds nus – Canada • Mouvement Au Courant • Mouvement Écologique du Collège Lionel Groulx • Mouvement Interculturel pour l'Environnement (MIE) • Mouvement Vert Mauricie • Muséobus • Nature Québec • OJM (Organisme Jeunéthiquement Modifié) • Peace River Environmental Society (Alberta) • Professionnels de la santé pour la responsabilité nucléaire • Professionnels de la Santé pour la Survie Mondiale (PSSM) • RABAT-JOIE • Regroupement Organismes Environnementaux en Énergie • Regroupement des Travailleurs Victimes du Nucléaire • Regroupement pour la Surveillance du Nucléaire (RSN) • Réseau Ressourcerie • Réseau "Sortir du nucléaire" (France) • Réseau Québécois des Groupes Écologistes (RQGE) • Réseau Québécois pour la Simplicité Volontaire • REVE • Sierraclub Québec • Société pour Vaincre la Pollution • Union Paysanne • Union St-Laurent Grands Lacs (GLU) • Zéro Nucléaire

ARTISTES, ÉCRIVAINS, CINÉASTES

Alexandrine Agostini, Comédienne • Paul Ahmarani, Comédien • Pierre Allard, Militant comédien • François Avard, Écrivain • Frédéric Back, Artiste cinéaste peintre • Anais Barbeau-Lavalette, Cinéaste • Isabelle Blais, □Comédienne • Céline Bonnier, Comédienne • Jean Chatillon, Auteur compositeur • Diane Dufresne, Auteur interprète • Roy Dupuis, □Comédien • Richard Langevin, Technicien • Hugo Latulippe, □Cinéaste • Daniel Lavoie, Auteur compositeur • Jean Lemire, Cinéaste □ • Guy Marchand, Poète • Fred Pellerin, □Conteur • Martin Petit, □Comédien • □Michel Rivard, □Auteur compositeur • Annie Roy, □Militante comédienne • Richard Séguin, □Auteur compositeur • Carolane St-Pierre, Cinéaste • Julie Lemieux □Écrivaine

PERSONNALITÉS

Éric Beauchemin, □Scientifique • Hélène Connor, □Spécialiste en énergie • Guy Corneau, □Psychanalyste • Jacques Languirand, □Animateur radio • Jacques Laroche, □Professeur de biologie de l'Université Laval • Gérald Larose, □Syndicaliste • Louise Vandelac, □Sociologue • Laure Waridel, □Éco-sociologue

Le sort du nucléaire au Québec : « Un choix de société! »

Résolution des municipalités

CONSIDÉRANT que les différentes étapes menant à la production de l'énergie électronucléaire, ainsi que la gestion des déchets radioactifs que celle-ci génère, comportent des risques ayant des conséquences irrémédiables sur les écosystèmes naturels et sur la santé des humains;

CONSIDÉRANT que l'exploration, l'exploitation et l'enrichissement de l'uranium représentent une sérieuse menace pour les écosystèmes, les nappes phréatiques, la santé des populations et conduit à la prolifération des armes nucléaires;

CONSIDÉRANT que l'uranium n'est pas une ressource renouvelable et que ce combustible se transforme, dans les réacteurs comme celui de Gentilly-2, en déchets nucléaires hautement radioactifs qui doivent être isolés de l'environnement et des humains pendant des centaines de milliers d'années;

CONSIDÉRANT que les dérivés de l'uranium produits par les réacteurs nucléaires facilitent la fabrication d'armes nucléaires et que la prolifération de ces armes dans le monde fait planer une menace permanente sur des millions d'êtres humains;

CONSIDÉRANT qu'un accident ou une attaque terroriste à Gentilly-2 pourrait mener à une fusion du cœur du réacteur et/ou à un déversement de déchets radioactifs, ce qui rendrait inhabitable pour des décennies une partie importante du territoire du Québec et en ruinerait l'économie;

CONSIDÉRANT que la poursuite de la production d'électricité à G-2 ajouterait chaque année une centaine de tonnes de déchets hautement radioactifs aux 2,500 tonnes actuellement entreposées sur le site alors qu'aucun pays n'a, à ce jour, trouvé de solution durable pour en assurer la gestion;

CONSIDÉRANT que la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) identifie le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan comme des provinces bénéficiant du nucléaire, donc lieux potentiels pour recevoir les déchets radioactifs du combustible irradié de toutes les centrales nucléaires canadiennes en un seul site permanent; et que la SGDN sollicite toute municipalité québécoise désireuse de recevoir les dits déchets radioactifs sur son territoire, de lui soumettre sa candidature;

CONSIDÉRANT le fait que le Canada, premier exportateur mondial d'uranium et membre du Global Nuclear Energy Partnership avec ses partenaires Australiens, Russes, Américains et Français, a participé à des discussions internationales où l'éventualité que les pays exportateurs d'uranium puissent être contraints de s'engager à rapatrier les déchets radioactifs de leurs clients;

CONSIDÉRANT qu'une motion visant à interdire en territoire québécois l'enfouissement permanent des déchets radioactifs provenant de l'extérieur du Québec a été entérinée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec le 30 octobre 2008; (1)

CONSIDÉRANT que les coûts de réfection des réacteurs nucléaires aux États-Unis comme en Ontario ont largement dépassé les prévisions; que les retards considérables accumulés et les déboires financiers dans lesquels s'enfoncent la Société de l'énergie du Nouveau-Brunswick et le gouvernement de cette province dans le dossier du réacteur de Pointe Lepreau confirment cette tendance; et que le coût prévu par Hydro-Québec pour la réfection de Gentilly-2 a déjà plus que doublé depuis 2002, passant de 845 millions à 1,9 milliards de dollars;

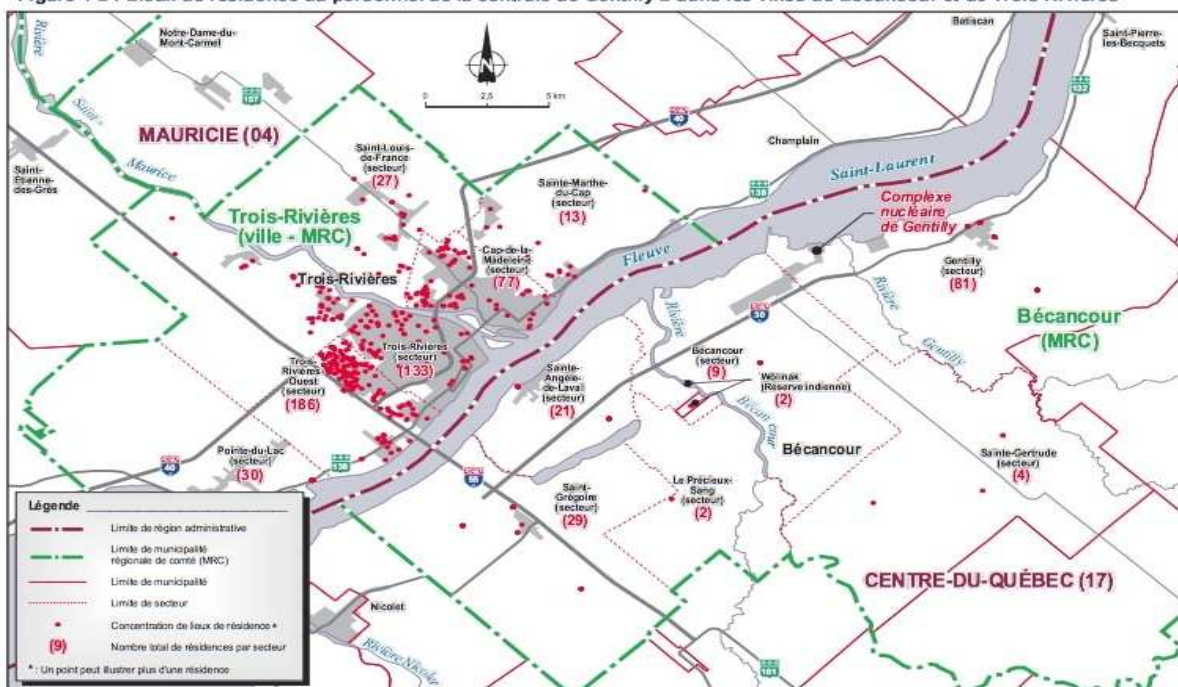
Extrait du site d'Hydro-Québec

Tableau 4-4 : Répartition de la main-d'œuvre de la centrale de Gentilly-2 selon le lieu de résidence, janvier 2004

Lieu de résidence	Main-d'oeuvre			
	Nombre	%	Nombre	%
Rive gauche du Saint-Laurent^a	547	100,0	547	69,2
• Ville de Trois-Rivières				
– Secteur de Cap-de-la-Madeleine	77	14,1		
– Secteur de Pointe-du-Lac	30	5,5		
– Secteur de Saint-Louis-de-France	27	4,9		
– Secteur de Sainte-Marthe-du-Cap	13	2,4		
– Secteur de Trois-Rivières	133	24,3		
– Secteur de Trois-Rivières-Ouest	186	34,0		
• Ville de Shawinigan	35	6,4		
• Autres	46	8,4		
Rive droite du Saint-Laurent^a	202	100,0	202	25,6
• Ville de Bécancour				
– Secteur de Gentilly	81	40,0		
– Secteur de Sainte-Angèle-de-Laval	21	10,4		
– Secteur de Saint-Grégoire	29	14,4		
– Autres secteurs	17	8,4		
• Ville de Nicolet	9	4,5		
• Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	9	4,5		
• Autres	36	17,8		
Ville de Montréal	30	-	30	3,8
Ville de Québec	11	-	11	1,4
Total			790	100,0

^a : Ailleurs qu'aux environs des villes de Montréal et de Québec.

Figure 4-2 : Lieux de résidence du personnel de la centrale de Gentilly-2 dans les villes de Bécancour et de Trois-Rivières



HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION
Évaluation des impacts économiques et sociaux générés par une fermeture hypothétique de la centrale de Gentilly-2

Octobre 2004
Révisé : 1999017-2-11-8-041007

On April 26, 1986, two explosions occurred at reactor number four at the Chernobyl plant which tore the top from the reactor and its building and exposed the reactor core. The resulting fire sent a plume of radioactive fallout into the atmosphere and over large parts of the western Soviet Union, Europe and across the Northern Hemisphere. Large areas in Ukraine, Belarus, and Russia had to be evacuated.

Yablokov and his co-authors find that radioactive emissions from the stricken reactor, once believed to be 50 million curies, may have been as great as 10 billion curies, or 200 times greater than the initial estimate, and hundreds of times larger than the fallout from the atomic bombs dropped on Hiroshima and Nagasaki.

Nations outside the former Soviet Union received high doses of radioactive fallout, most notably Norway, Sweden, Finland, Yugoslavia, Bulgaria, Austria, Romania, Greece, and parts of the United Kingdom and Germany.

About 550 million Europeans, and 150 to 230 million others in the Northern Hemisphere received notable contamination. Fallout reached the United States and Canada nine days after the disaster.

The proportion of children considered healthy born to irradiated parents in Belarus, the Ukraine, and European Russia considered healthy fell from about 80 percent to less than 20 percent since 1986.

Numerous reports reviewed for this book document elevated disease rates in the Chernobyl area. These include increased fetal and infant deaths, birth defects, and diseases of the respiratory, digestive, musculoskeletal, nervous, endocrine, reproductive, hematological, urological, cardiovascular, genetic, immune, and other systems, as well as cancers and non-cancerous tumors.

In addition to adverse effects in humans, numerous other species have been contaminated, based upon studies of livestock, voles, birds, fish, plants, trees, bacteria, viruses, and other species.

Foods produced in highly contaminated areas in the former Soviet Union were shipped, and consumed worldwide, affecting persons in many other nations. Some, but not all, contamination was detected and contaminated foods not shipped.

The authors warn that the soil, foliage, and water in highly contaminated areas still contain substantial levels of radioactive chemicals, and will continue to harm humans for decades to come.

The book explores effects of Chernobyl fallout that arrived above the United States nine days after the disaster. Fallout entered the U.S. environment and food chain through rainfall. Levels of iodine-131 in milk, for example, were seven to 28 times above normal in May and June 1986. The authors found that the highest U.S. radiation levels were recorded in the Pacific Northwest.

Americans also consumed contaminated food imported from nations affected by the disaster. Four years later, 25 percent of imported food was found to be still contaminated.

Little research on Chernobyl health effects in the United States has been conducted, the authors found, but one study by the Radiation and Public Health Project found that in the early 1990s, a few years after the meltdown, thyroid cancer in Connecticut children had nearly doubled.

This occurred at the same time that childhood thyroid cancer rates in the former Soviet Union were surging, as the thyroid gland is highly sensitive to radioactive iodine exposures.

The world now has 435 nuclear reactors and of these, 104 are in the United States.

The New York Academy of Sciences says not enough attention has been paid to Eastern European research studies on the effects of Chernobyl at a time when corporations in several nations, including the United States, are attempting to build more nuclear reactors and to extend the years of operation of aging reactors.

The academy said in a statement, "Official discussions from the International Atomic Energy Agency and associated United Nations' agencies (e.g. the Chernobyl Forum reports) have largely downplayed or ignored many of the findings reported in the Eastern European scientific literature and consequently have erred by not including these assessments."

To obtain the book from the New York Academy of Sciences, click [here](#).



Appui international : Message de la CRIIRAD (France)

Fédération Grand-Est STOP déchets nucléaires

www.burestop.org - www.villesurterre.com - www.stopbure.com

La Fédération salue votre initiative et vous présente ses vœux de succès

24 ans après... Tchernobyl tue toujours !

Plus de 210 actions prévues en France et dans 16 pays, du 24 au 26 avril 2010 : c'est le Chernobyl Day, coordonné par le Réseau « Sortir du nucléaire ». Voir : <http://chernobyl-day.org/>

Le réacteur de la centrale de Tchernobyl a explosé le 26 avril 1986. Chaque année, le Chernobyl Day met en lumière la catastrophe sanitaire toujours actuelle en Biélorussie, et soutient les milliers de victimes du plus grave accident industriel de l'Histoire. Le Chernobyl Day 2010 se prolongera exceptionnellement, du 27 avril au 7 mai, en particulier à Paris, avec des actions contre le nucléaire militaire.

Autour de Tchernobyl, depuis 24 ans, des millions de personnes vivent dans les zones les plus touchées, et consomment des produits agricoles contaminés, en particulier par le césium-137. Cancers, malformations génétiques... les conséquences sanitaires de la catastrophe s'aggravent d'année en année, chez les adultes et les enfants. **En Biélorussie, environ 4 enfants sur 5 sont contaminés.** La radioactivité est invisible, mais reste mortelle pendant des millénaires. Depuis 24 ans, les autorités internationales, et en particulier l'OMS, n'apportent aucune véritable réponse aux populations touchées. **La catastrophe continue.**

Alors qu'un nuage de poussière venu d'Islande vient de paralyser le ciel français, souvenons-nous qu'en 1986, les autorités ont essayé de nous faire croire que nos frontières avaient arrêté le nuage radioactif. **Aujourd'hui comme hier, le nucléaire nous est imposé par le mensonge et la manipulation. Tchernobyl tue toujours, et l'industrie nucléaire tente de cacher ses victimes actuelles.** AREVA, champion français de la pollution nucléaire, lance actuellement une nouvelle campagne de publicité, et sponsorise honteusement certains sports (athlétisme, voile) pour s'acheter une respectabilité. Au Canada, AREVA organise même des courses pour d'anciens malades du cancer, afin de minimiser la gravité de ce type de pathologie.

Cette année, le Chernobyl Day soutient l'Institut Belrad, seul organisme scientifique indépendant de l'industrie nucléaire qui aide les enfants irradiés. Belrad, sans aucune aide publique, mesure la radioactivité du corps humain et prescrit des cures qui permettent, en 3 semaines, une élimination de 30 à 70% des substances contaminantes. Des « bons de pectine » sont vendus pour financer ces cures. Cette action vitale ne solutionne pas tout, et ne remplace pas une véritable prise en charge internationale des conséquences de la catastrophe sur la population et l'environnement, aujourd'hui et demain. **Tchernobyl nous rappelle l'urgence de la sortie du nucléaire, civil et militaire.**

Réseau « Sortir du nucléaire », fédération de 880 associations, contact@sortirdunucleaire.fr <http://www.sortirdunucleaire.org/>

QuickTime™ et un
décompresseur
sont requis pour visionner cette image.